



Compte rendu de la session de printemps 2013

Soixante millions de francs en plus pour la recherche énergétique

Le message sur la recherche énergétique et les taxes d'études aux EPF étaient les thématiques centrales de la session de printemps 2013 sur le plan de la politique FRI. Au cours des deux premières semaines de la session, le Conseil national et le Conseil des Etats ont approuvé le plan d'action «Recherche énergétique suisse coordonnée» à hauteur de 202 millions de francs, ainsi qu'une augmentation de moyens de 60 millions de francs en faveur du Domaine des EPF.

Une initiative parlementaire, déposée le quatrième jour de la session et cosignée par des représentantes et des représentants de tous les partis, réclame que les EPF pratiquent des taxes plus élevées pour les étudiants étrangers. Par cette mesure, les initiants entendent réagir à la forte augmentation des étudiants étrangers. Le Conseil des EPF a dans la foulée suspendu sa décision de doubler les taxes pour l'ensemble des étudiants.

Je vous souhaite une agréable lecture.

Petra Studer, petra.studer@netzwerk-future.ch

Décisions du Parlement

Feu vert pour le message sur la recherche énergétique

Le Conseil national et le Conseil des Etats ont approuvé à une nette majorité le plan d'action «Recherche énergétique suisse coordonnée» ([12.079](#)) durant la session de printemps 2013. Durant les années 2013 à 2016, la Confédération soutiendra à hauteur de 202 millions de francs la recherche dans le domaine de l'énergie. Le plan d'action prévoit différentes mesures: un programme d'encouragement compétitif de 118 millions de francs permettra à la Commission pour la technologie et l'innovation (CTI) de soutenir les projets de recherche appliquée; pendant ces quatre ans, le Fonds national suisse (FNS) disposera de 24 millions de francs pour le programme d'encouragement de la relève «Energie»; les 60 millions de francs restants iront au Domaine des écoles polytechniques fédérales (EPF), que la Confédération considère comme un acteur central en matière de recherche énergétique.

Les Chambres fédérales ont discuté de façon approfondie des 60 millions de francs en faveur du Domaine des EPF. Le Conseil fédéral avait prévu dans son projet que les écoles polytechniques fédérales devraient, pour la période 2013-2016, tirer ces moyens de leur budget ordinaire, ce qui aurait correspondu à une affectation de la somme. Il justifiait cette proposition par le fait que, lors de la session d'automne 2012, les chambres avaient déjà augmenté de 103 millions de francs les crédits pour le Domaine des EPF dans le cadre du Message sur l'encouragement de la formation, de la recherche et de l'innovation (Message FRI). Toutefois, le Parlement n'a pas été d'accord avec cette proposition: par 109 voix contre 48, le National a demandé clairement à ce

que les EPF reçoivent 60 millions de francs supplémentaires pour la recherche énergétique. Les sénateurs ont même suivi cette décision à l'unanimité durant la deuxième semaine de session. Les parlementaires ont fait valoir comme arguments que la recherche énergétique ne doit pas être encouragée au détriment d'autres domaines de recherche. En outre, la décision prise à l'automne 2012 d'augmenter les crédits s'appuyait sur la forte croissance du nombre d'étudiants. Si ces moyens avaient été rétroactivement affectés à la recherche énergétique, ils auraient fait défaut aux hautes écoles dans le domaine de l'enseignement.

En approuvant le plan d'action «Recherche énergétique suisse coordonnée», le Parlement réaffirme sa volonté d'emprunter un tournant énergétique, ainsi qu'il l'avait décidé à l'automne 2011 d'un commun accord avec le Conseil fédéral. On attend maintenant de la science qu'elle donne des impulsions porteuses d'avenir pour l'approvisionnement énergétique futur du pays. Mais cette conversion vers la recherche énergétique ne doit pas rester un simple épisode. C'est pourquoi le conseiller fédéral Johann Schneider-Ammann a annoncé devant le Conseil des Etats son intention de poursuivre cet engagement dans le Message FRI 2017-2020. Par ailleurs, le programme-cadre européen de recherche «Horizon 2020», sur lequel le Parlement se penchera dès juin 2013, prévoit des mesures d'encouragement de grande envergure dans le domaine de l'énergie. La recherche en Suisse pourrait aussi en profiter.

{Procès-verbal du Conseil national [7 mars 2013](#)}
{Procès-verbal du Conseil des Etats [13 mars 2013](#)}

EPF: des taxes plus élevées pour les étrangers

Une modification de la Loi fédérale sur les écoles polytechniques fédérales (Loi sur les EPF), devrait permettre à l'avenir de faire payer des taxes plus élevées aux étudiants étrangers des EPF qu'aux étudiants dont les parents sont ou étaient imposables en Suisse. C'est ce que réclame une initiative parlementaire déposée par le conseiller national vaudois Roger Nordmann (PS) et cosignée par 33 parlementaires de tous les partis.

L'intervention réagit à la forte croissance d'étudiants étrangers au sein des deux EPF. Les recettes supplémentaires générées par cette modification de la loi devraient servir exclusivement à des mesures profitant aux étudiants, telles que bourses, tutorats ou logements bon marché. Dans le même temps, l'initiative parlementaire prévoit que les taxes pour les étudiants dont les parents sont ou étaient pendant au moins deux ans imposables en Suisse soient tout au plus adaptées au renchérissement de la vie. Les taxes pour les étudiants étrangers ne doivent par ailleurs pas représenter plus du triple de ce montant. Les étudiants qui, dans le cadre d'un programme européen d'échange, viennent pour moins d'une année en Suisse, ne paient pas de taxe majorée.

Le jour du dépôt de l'initiative parlementaire, le Conseil des EPF a fait savoir qu'il suspendait sa décision de doubler les taxes d'études pour toutes les étudiantes et tous les étudiants.

{Initiative parlementaire [13.405](#) du conseiller national Roger Nordmann (PS)}

Les parlementaires ont également...

... débattu au Conseil national de la Loi fédérale ([11.023](#)) sur l'imposition des frais de formation et de perfectionnement. Les frais liés à une formation ou un perfectionnement à des fins professionnelles doivent à l'avenir être complètement déductibles du revenu imposable. La chambre basse diffère ainsi du Conseil des Etats, lequel veut limiter la déductibilité à un montant global maximal de 6000 francs.

... rejeté, au Conseil national, l'initiative populaire ([11.062](#)) «Oui à la médecine de famille». Les membres du National ont ainsi suivi leurs homologues des Etats et misent sur un contre-projet destiné à favoriser la médecine de famille. Les deux chambres ne sont toutefois pas encore d'accord sur le contenu de ce contre-projet.

... approuvé au Conseil des Etats le Message du Conseil fédéral ([12.075](#)) sur l'approbation des accords conclus avec la France et le CERN et applicables aux prestataires de services.

... approuvé au Conseil national un postulat ([12.3660](#)) de la Commission de la science, de l'éducation et de la culture (CSEC-N) réclamant que le Conseil fédéral présente un rapport montrant quelles sont les méthodes alternatives aux tests sur les animaux susceptibles d'être établies dans la recherche.

[{Top}](#)

Objets auxquels le Conseil fédéral a répondu

Test d'entrée aux EPF

Motion [12.4039](#) du conseiller national Jacques Neiryck (PDC). Déposée le 3 décembre 2012. Le Conseil fédéral a proposé son rejet le 23 janvier 2013.

Stopper l'augmentation des taxes d'études dans les EPF

Motion [12.4115](#) du conseiller national Jacques-André Maire (PS). Déposée le 12 décembre 2012. Le Conseil fédéral a proposé son rejet le 13 février 2013.

Bourses d'études pour les EPF

Motion [12.4188](#) du conseiller national Jacques Neiryck (PDC). Déposée le 13 décembre 2012. Le Conseil fédéral a proposé son rejet le 13 février 2013.

La décision de doubler les taxes d'études dans les EPF est-elle socialement acceptable?

Interpellation [12.4082](#) de la conseillère nationale Christine Bulliard-Marbach (PDC). Déposée le 10 décembre 2012. Le Conseil fédéral a répondu le 13 février 2013.

Doublement des taxes d'études dans les EPF

Interpellation [12.4106](#) du conseiller national Matthias Aebischer (PS). Déposée le 12 décembre 2012. Le Conseil fédéral a répondu le 13 février 2013.

Le doublement des taxes d'études dans les EPF est-il acceptable pour le Conseil fédéral?

Interpellation [12.4111](#) du conseiller national Mathias Reynard (PS). Déposée le 12 décembre 2012. Le Conseil fédéral a répondu le 13 février 2013.

Quid de l'augmentation des taxes d'études dans les EPF?

Interpellation [12.4125](#) de la conseillère nationale Josiane Aubert (PS). Déposée le 12 décembre 2012. Le Conseil fédéral a répondu le 13 février 2013.

Taxes d'études dans les EPF

Interpellation [12.4179](#) du conseiller national Oskar Freysinger (UDC). Déposée le 13 décembre 2012. Le Conseil fédéral a répondu le 13 février 2013.

Place de la formation professionnelle supérieure au sein du nouveau Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation

Interpellation [12.3998](#) du conseiller national Jean-François Rime (UDC). Déposée le 27 novembre 2012. Le Conseil fédéral a répondu le 13 février 2013.

Moratoire sur l'ouverture des cabinets médicaux. La libre circulation des personnes pose problème

Interpellation [12.4045](#) du conseiller national Lorenzo Quadri (Lega). Déposée le 4 décembre 2012. Le Conseil fédéral a répondu le 27 février 2013.

Garantie de la relève médicale par la Confédération

Motion [12.4028](#) du conseiller national Jacques Neiryck (PDC). Déposée le 3 décembre 2012. Le Conseil fédéral a proposé son rejet le 23 janvier 2013.

Contrats à durée déterminée aux EPF. La lettre de la loi est-elle respectée?

Interpellation [12.4061](#) de la conseillère nationale Maria Roth-Bernasconi (PS). Déposée le 5 décembre 2012. Le Conseil fédéral a répondu le 30 janvier 2013.

Quel développement de la recherche à la CTI? Quelles chances pour les hautes écoles spécialisées?

Interpellation [12.4080](#) du conseiller national Louis Schelbert (Verts). Déposée le 10 décembre 2012. Le Conseil fédéral a répondu le 30 janvier 2013.

Loi fédérale sur la formation continue. A quand le message?

Question [12.1112](#) du conseiller aux Etats Didier Berberat (PS). Déposée le 11 décembre 2012. Le Conseil fédéral a répondu le 30 janvier 2013.

Responsabilité du Conseil fédéral en rapport avec l'affaire qui a secoué les milieux de la recherche à l'Université de Zurich

Interpellation [12.4241](#) du conseiller national Oskar Freysinger (UDC). Déposée le 14 décembre 2012. Le Conseil fédéral a répondu le 20 février 2013.

Pression croissante sur les étudiants

Interpellation [12.4275](#) du conseiller aux Etats Luc Recordon (Verts). Déposée le 14 décembre 2012. Le Conseil fédéral a répondu le 20 février 2013.

Nouveaux objets déposés

Financement des cours préparant aux examens professionnels fédéraux et aux examens professionnels fédéraux supérieurs

Motion [13.3020](#) du conseiller national Matthias Aebischer (PS). Déposée le 5 mars 2013.

Galileo: où en sommes-nous? où allons-nous?

Interpellation [13.3022](#) du conseiller national Pierre Rusconi (UDC). Déposée le 5 mars 2013.

Taxes d'études deux fois plus élevées pour les étudiants EPF de l'étranger

Motion [13.3031](#) du conseiller national Peter Keller (UDC). Déposée le 6 mars 2013.

PNR 67 «Fin de vie». Parti pris de membres du comité de direction

Question [13.1006](#) du conseiller national Andreas Gross (PS). Déposée le 6 mars 2013.

Expérimentations animales pour les produits cosmétiques

Interpellation [13.3060](#) de la conseillère nationale Rosmarie Quadranti (PBD). Déposée le 12 mars 2013.

Participation de la Suisse à l'Université Andrassy Budapest

Question [13.1008](#) du conseiller national Daniel Jositsch (PS). Déposée le 12 mars 2013.

Contribuer à la lutte contre le chômage des jeunes dans l'UE en exportant notre modèle de formation duale

Motion [13.3068](#) du conseiller national Corrado Pardini (PS). Déposée le 13 mars 2013.

Vision d'ensemble de la politique d'innovation

Postulat [13.3073](#) du conseiller national Fathi Derder (PLR. Les libéraux-radicaux). Déposé le 13 mars 2013.

Accès aux hautes écoles étrangères pour les titulaires d'une maturité professionnelle

Interpellation [13.3110](#) de la conseillère nationale Elisabeth Schneider-Schneiter (PDC). Déposée le 19 mars 2013.

Forfaits accordés aux cantons pour la formation continue à des fins professionnelles

Motion [13.3137](#) de la conseillère nationale Josiane Aubert (PS). Déposée le 20 mars 2013.

La science doit traiter de l'extrémisme de gauche en Suisse

Motion [13.3204](#) du conseiller national Christoph Mörgele (UDC). Déposée le 21 mars 2013.

Supervision du Conseil fédéral pour l'utilisation des découvertes scientifiques issues de projets du Fonds national Suisse

Interpellation [13.3252](#) du conseiller national Andreas Gross (PS). Déposée le 22 mars 2013.

Plagiat dans la science. Embellissement et manque de sanction par les organes scientifiques de la confédération

Interpellation [13.3263](#) du conseiller national Oskar Freysinger (UDC). Déposée le 22 mars 2013.

Contact

Réseau FUTURE
Münstergasse 64/66, 3011 Bern
Tel. 031 351 88 46, Fax 031 351 88 47
info@netzwerk-future.ch
www.netzwerk-future.ch

++++
Le Réseau FUTURE réunit des partenaires académiques, scientifiques et politiques pour accroître le soutien au domaine Formation, Recherche et Innovation (FRI) ainsi que pour stimuler le dialogue entre politique et science.
++++

Reproduction des articles autorisée avec l'indication de la source.

26 mars 2013

Vous êtes inscrit dans notre liste des destinataires avec l'adresse info@sengerinteractive.ch
Ici vous pouvez >> [modifier vos coordonnées](#)
Vous ne voulez plus recevoir des informations e-mail? >> [effacer votre adresse](#)